

LES «BARBUS» : UNE MENACE POUR LA PAIX ?

La percée des islamistes aux premières élections démocratiques algériennes fait peser une menace dans toute la région sur la démocratie et les relations internationales.

PAR ABDELHAMID GMATI

LA PERCÉE SPECTACULAIRE DU FRONT ISLAMIQUE DU SALUT (FIS) aux premières élections démocratiques en Algérie* est lourde de conséquences, et elle interpelle les différents régimes et les populations libérales du Maghreb, des pays arabes, et du monde libre. L'exemple de l'Iran suscite l'inquiétude, exacerbée par le fait que, contrairement à ce dernier pays et à d'autres où les islamistes sont arrivés au pouvoir par la violence, ils y arrivent, en Algérie, par la voie des urnes. Les réactions ont été immédiates et alarmistes : on estimait l'«avenir handicapé», «les libertés enterrées et les droits de l'Homme bafoués», au point qu'une manifestation monstre attirait (le 2 janvier) plus de 300 000 personnes dans la rue, «pour sauver la démocratie». Les membres du FIS et ses sympathisants se montrèrent conciliants, affirmant que «l'Algérie n'est pas l'Iran». Qu'en est-il, en réalité ? Faut-il craindre les islamistes et représentent-ils une menace pour la région et les relations internationales ?

Les islamistes aujourd'hui représentent une réalité sociale et politique incontournable. Les origines du mouvement remontent au début du siècle, plus spécifiquement en Égypte, alors que des théologiens et des religieux préconisèrent le fondamentalisme pour mieux lutter contre les colonisateurs et sauvegarder l'identité et la culture arabo-musulmanes contre les risques d'assimilation. Petit à petit, des mouvements se structurèrent et se lancèrent dans l'activisme politique, soutenant le nationalisme arabe naissant et tentant de se substituer à lui à chaque échec. Même l'ancien président égyptien, Jamal Abdel Nasser, qui fut pendant un moment porte-drapeau du nationalisme et de l'unité arabes, eut des problèmes sérieux avec ses «frères musulmans», qu'il assujettit à une répression violente. Jusqu'au début des années 1970, l'islamisme se cantonna en Égypte et au Soudan et resta minoritaire, ne se manifestant que par des actions de violence.

Ce n'est que vers le milieu des années 1970 que l'islamisme se manifeste dans les pays du Maghreb. Dans les mosquées, d'abord, où le discours des nouveaux *imams* devient politique et

dénonce avec virulence le régime et l'Occident; dans la rue, ensuite, où les premiers «barbus» et les «voiles» (*hidjab*) font leur apparition. Le port de la barbe et du voile procède d'une volonté délibérée de se démarquer d'un environnement jugé «impur».

ON PEUT AFFIRMER QUE CE SONT LES RÉGIMES EN place qui ont contribué à la création et au développement du mouvement islamiste. Au lendemain de leur accession à l'indépendance, les pays du Maghreb se lancent dans une vaste entreprise de développement axée sur la modernité et la laïcité. Mais en même temps, pour mieux faire passer leurs réformes, les régimes récupèrent la religion et la soumettent à la raison d'État. Et à partir des années 1960, pour contre-carrer la virulence des mouvements de gauche, marxistes-léninistes, ils jouent la religion contre le socialisme. Pour ce faire, ils introduisent l'enseignement religieux dans les écoles, multiplient les lieux de culte, encouragent l'enseignement théologique et développent des programmes d'arabisation et d'islamisation à outrance.

L'absence de démocratie, le monolithisme des régimes à parti unique, l'omnipotence des dirigeants, la corruption et la mauvaise gestion s'ajoutent aux échecs des différentes politiques économiques pour aboutir aux crises des systèmes. L'omniprésence de l'État favorise une classe de privilégiés et crée une mentalité d'assistés dans la population. Les inégalités s'exacerbent, le chômage augmente, l'exode rural grossit les banlieues urbaines, la pauvreté grandit. Le mal-vivre gagne toute une population de laissés-pour-compte. Une jeunesse complètement «déboussolée» par l'émergence d'une société de consommation se trouve exclue du système. La crise d'identité se profile et, en l'absence d'une idéologie motivante, le retour aux valeurs ancestrales et à la religion devient l'unique recours.

C'est dans ce climat d'exaspération que se développe l'islamisme. En Tunisie, d'abord, où il profite du laïcisme du régime qui avait promulgué un *Code du statut personnel*, qui abolissait la polygamie et octroyait à la femme les mêmes droits qu'à l'homme. Ce texte de loi qui consacrait l'émancipation de la femme n'a jamais été complètement accepté, à l'intérieur, comme à l'extérieur. Les autres pays arabes et musulmans en ont toujours voulu au régime de Bourguiba pour ces dispositions juridiques du droit positif. Les autorités tunisiennes ont même dû reculer devant les pressions algériennes et saoudiennes, entre autres, et abandonner leur projet de

réforme du droit de succession, de l'héritage et de l'adoption.

Recrutant dans la masse des laissés-pour-compte, des chômeurs et des jeunes désœuvrés, les islamistes avaient beau jeu pour dénoncer un régime athée, impie, incapable de résoudre les problèmes de la société, inféodé à l'Occident et assimilé au diable. Le régime avait beau surenchérir et devancer les exigences des islamistes (prières diffusées à la radio et la télé, fermeture de bars, programmes d'enseignement islamique, etc.) rien n'y fit : l'agitation était permanente, et le mouvement des barbus noyait tous les rouages et toutes les institutions. Le Mouvement de la tendance islamique (MTI), qui prend le nom d'«Ennahdha» dès 1989, pour mieux participer au débat démocratique, se développe et mène une série d'actions violentes aussi bien dans les universités que dans les centres touristiques. La réponse de l'État a oscillé entre la répression et les tentatives de rapprochement.

SCÉNARIO SIMILAIRE EN ALGÉRIE, OÙ LA SITUATION s'est trouvée exacerbée par le système socialiste (même si l'on avait pris la précaution d'éliminer les expressions «lutte des classes» et «abolition de la propriété privée»). De la même façon, le courant investit les mosquées, l'Université, les cafés et la rue. Plusieurs mouvements ont vu le jour, mais c'est le FIS, créé en février 1989, qui s'avère le mieux structuré. Il est le premier à profiter de la démocratie; il se fait reconnaître légalement, il profite de l'ouverture démocratique imposée au président Bendjedid après les émeutes de 1988, et il remporte, d'éclatante façon, les élections municipales de 1990 en gagnant les mairies des grandes villes, dont la capitale, Alger.

Au Maroc, le Roi (Mohammed V, père de l'actuel souverain Hassan II) a su, dès 1961, s'investir comme chef de l'État et comme chef de la communauté religieuse. Rappelant qu'il descendait du prophète Mohammed, il a marginalisé les chefs religieux traditionnels et incarné ainsi la légitimité islamique. En tant que tel, et malgré le multipartisme général dans le pays, le Roi, qui tient son pouvoir de «droit divin», est au-dessus des lois et nul ne peut le critiquer ni mettre en question sa personne ni contester ses actions. Le résultat est que les mouvements islamistes se sont cantonnés surtout dans le domaine culturel et qu'ils n'ont jamais pu s'imposer

*Le premier tour de scrutin des élections législatives, tenu le 26 décembre 1991, donnait la victoire aux islamistes du FIS, avec 24,9 p. 100 des 13,3 millions d'inscrits et 47,5 p. 100 des suffrages exprimés, ce qui est très proche de la majorité absolue (188 sièges sur 430). Le second tour, prévu pour le 16 janvier 1992, a été reporté par suite de la démission, le 11 janvier, du président de la République Chadli Bendjedid.